

**Présenté par
Valérie PÉCRESSE**
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

POLITIQUE RÉGIONALE ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET DÉCHETS - QUATRIÈMES AFFECTATIONS 2023

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	10
Annexe n°1 Fiches projets Zéro déchet	11
Annexe n°2 Fiches projets Fonds propreté	60
Annexe n°3 Réaffectations	65

EXPOSÉ DES MOTIFS

Afin d'accompagner l'atteinte des objectifs du PRPGD approuvé par délibération n° CR 2019-053 du 21 novembre 2019, de la stratégie régionale économie circulaire (SREC) approuvée par délibération n° CR 2020-040 du 24 septembre 2020 et de lutter contre les dépôts sauvages, mais également de mettre le cap sur une Île-de-France propre, zéro déchet et circulaire, il est proposé dans le cadre de ce rapport de soutenir la réalisation de **26 opérations** et de procéder à **2 réaffectations** pour un montant global de **2 925 879 €** d'autorisations de programme et d'engagement.

1. Affectation de subventions au titre du dispositif « Zéro déchet et économie circulaire »

Il est proposé de participer pour atteindre les objectifs du PRPGD et de la SREC :

- en **investissement**, au financement de **21 opérations** pour un montant total de **2 417 947 €** d'autorisations de programme, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 7213 « Tri, valorisation et traitement des déchets », programme RE 7213-002 « Economie circulaire et déchets », action 572002012 « Economie circulaire et déchets »
- en **fonctionnement**, au financement de **3 opérations** pour un montant total de **80 000 €** d'autorisations d'engagement, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 7211 « Actions de prévention et de sensibilisation », programme RE 7211-002 « Economie circulaire et déchets », action 572002022 « Economie circulaire et déchets ».

Les opérations sont réparties comme suit :

- 2 opérations pour agir en faveur du zéro plastique (consigne pour réemploi, vrac...) ;
- 5 opérations pour généraliser le tri à la source des biodéchets et leur valorisation ;
- 7 opérations pour le doublement de l'offre de réemploi et de réparation ;
- 2 opérations pour la création, la rénovation ou la modernisation de déchèteries ;
- 5 opérations pour optimiser et améliorer la collecte et le tri des déchets des ménages mais aussi des activités économiques.

2. Affectation de subventions au titre du « Fonds propreté »

Il est proposé de participer dans ce cadre :

- en **investissement**, au financement d'**une opération** pour un montant de **1 872 €** d'autorisations de programme, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 7222 « Actions en matière de propreté et de nettoyage », programme HP 72-003 (172003) « Fonds propreté », action 17200301 « Fonds propreté ».
- en **fonctionnement**, au financement d'**une opération** pour un montant de **61 820 €** disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 7222 « Actions en matière de propreté et de nettoyage », programme HP 7222-003 (172003) « Fonds propreté », action 17200302 « Fonds propreté ».

3. Réaffectations

Il est proposé de réaffecter un montant global de 364 240 € pour les 2 opérations suivantes :

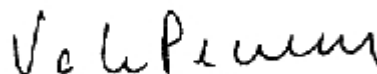
- **SIREDOM** : À la suite d'une erreur de date de caducité communiquée à ce syndicat, la demande de versement n'a, de ce fait, pas pu être traitée dans le temps imparti. Il est donc proposé de réaffecter le montant de la subvention n°18012526 attribuée initialement par délibération n° CP 2018-443 du 17 octobre 2018, soit **350 000 €** d'autorisations de programme, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 7213 « Tri, valorisation et traitement des déchets », programme RE 7213-002 « Economie circulaire et déchets », action 572002012 « Economie circulaire et déchets ».

- **Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Région de Montsoul (SIAEP)** : À la suite de la saisine du Médiateur de la Région, il est proposé de réaffecter le montant de la subvention n°19007880 attribuée initialement par délibération n° CP 2019-387 du 18 septembre 2019, soit **14 240 €** d'autorisations de programme, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 7222 « Actions en matière de déchets et de propreté urbaine », programme HP7222-003 « Fonds propreté », action 17200301 « Fonds propreté ».

L'ensemble des conventions qui seront signées avec les bénéficiaires intègreront les modifications rendues nécessaires par l'application de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 5 JUILLET 2023

POLITIQUE RÉGIONALE ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET DÉCHETS - QUATRIÈMES AFFECTATIONS 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 le 26 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L 156 du 20 juin 2017 et par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le régime exempté SA.59108 relatifs aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L 156 du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi du n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 127-16 du 7 juillet 2016 modifiée portant approbation du dispositif « Région Île-de-France propre » et à la mise en œuvre du fonds propre ;

VU la délibération n° CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements de la région vers un objectif « zéro déchet » en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2018-443 du 17 octobre 2018 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets 5^{ème} rapport pour 2018 ;

VU la délibération n° CP 2018-534 du 21 novembre 2018 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets 6^{ème} rapport pour 2018 ;

VU la délibération n° CP 2019-043 du 24 janvier 2019 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets 1^{er} rapport pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-387 du 18 septembre 2019 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets 5^{ème} affectation pour 2019 ;

VU la délibération n° CR 2019-053 du 21 novembre 2019 portant approbation du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets d'Île-de-France et de son rapport environnemental associé ;

VU la délibération n° CP 2020-167 du 1^{er} juillet 2020 relative à la Politique régionale économie circulaire et déchets : 4^{ème} affectation pour 2020 ;

VU la délibération n° CR 2020-040 du 24 septembre 2020 portant approbation de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) ;

VU la délibération n° CP 2021-198 du 1^{er} avril 2021 portant approbation de la suite de la mise en œuvre des propositions issues de la COP pour l'aménagement durable et l'environnement ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-367 du 22 septembre 2021 portant intégration d'une signalétique régionale ;

VU la délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 relative aux politiques régionales économie circulaire et déchets – Affectations 2021 ;

VU la délibération n° CR 2022-046 du 6 juillet 2022 portant approbation du contrat de plan État-Région 2021-2027 ;

VU la délibération n° CP 2022-435 du 10 novembre 2022 portant adoption du Budget participatif écologique et solidaire, 4^{ème} session ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU le budget de la région Île-de-France pour l'année 2023 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-181 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **zéro déchet et économie circulaire** », au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions en investissement d'un montant total prévisionnel maximum de **2 417 947 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **2 417 947 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 7213 « Tri, valorisation et traitement des déchets », programme RE 7213-002 « Economie circulaire et déchets », action 572002012 « Economie circulaire et déchets », du budget 2023.

Ces affectations relèvent du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », axe 2 « Economie circulaire ».

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **zéro déchet et économie circulaire** », au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions en fonctionnement d'un montant total prévisionnel maximum de **80 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations d'engagement de **80 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 7211 « Actions de prévention et de sensibilisation », programme RE 7211-002 « Economie circulaire et déchets », action 572002022 « Economie circulaire et déchets », du budget 2023.

Ces affectations relèvent du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », axe 2 « Economie circulaire ».

Article 3 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Fonds propreté », au financement de l'opération détaillée dans la fiche-projet figurant en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention en investissement d'un montant total prévisionnel maximum de **1 872 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **1 872 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 7222 « Actions en matière de propreté et de nettoyage », programme HP 7222-003 (172003) « Fonds propreté », action 17200301 « Fonds propreté », du budget 2023.

Article 4 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Fonds propreté », au financement de l'opération détaillée dans la fiche-projet figurant en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention en fonctionnement d'un montant total prévisionnel maximum de **61 820 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte un montant d'autorisations d'engagement de **61 820 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 7222 « Actions en matière de propreté et de nettoyage », programme HP 7222-003 (172003) « Fonds propreté », action 17200302 « Fonds propreté », du budget 2023.

Article 5 :

Décide d'affecter le montant de la subvention attribuée au SIREDOM, d'un montant de **350 000 €**. Cette opération est détaillée dans la fiche-projet modifiée n° 18012526 telle qu'elle figure en annexe 3 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **350 000 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 7213 « Tri, valorisation et traitement des déchets », programme RE 7213-002 « Economie circulaire et déchets », action 572002012 « Economie circulaire et déchets », du budget 2023.

Article 6 :

Décide d'affecter le montant de la subvention attribuée au Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Région de Montsoult (SIAEP), d'un montant de **14 240 €**. Cette opération est détaillée dans la fiche-projet modifiée n° 19007880 telle qu'elle figure en annexe 3 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **14 240 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 7222 « Actions en matière de déchets et de propreté urbaine », programme HP722-003 « Fonds propreté », action 17200301 « Fonds propreté », du budget 2023.

Article 7 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe n°1 Fiches projets Zéro déchet

DOSSIER N° EX073742 - Développement d'une offre de repas consignés pour la grande distribution – phase d'expérimentation (92)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	99 094,00 € HT	30,00 %	29 729,00 €
Montant total de la subvention			29 729,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TERRE ET FOURCHETTE
Adresse administrative : 24 RUE RENE COCHE
92170 VANVES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame NADIA FAHAM, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les acteurs de la distribution ont souhaité commencer l'expérimentation en début d'année, ce qui implique qu'une partie du matériel nécessaire a déjà été acquis. L'attribution de la subvention est attendue pour poursuivre l'expérimentation.

Description :

Terre et Fourchette est une entreprise de l'économie sociale et solidaire créée en juillet 2021, localisée à Issy-Les-Moulineaux. Son offre vise à proposer des plats en bocaux consignés, cuisinés avec des ingrédients franciliens issus de l'agriculture biologique. Leurs produits sont aujourd'hui disponibles dans une soixantaine de points de vente franciliens : épiceries vracs, magasins bio mais aussi auprès des entreprises via des frigos connectés.

La réglementation prévoit l'objectif d'avoir 10 % des emballages réemployés mis sur le marché en France en 2027. La grande distribution est un des acteurs concernés par cette mesure dans les produits vendus en rayons et proposés pour la partie traiteur. A ce titre, quelques enseignes de distribution commencent à expérimenter la vente de produits consignés.

Terre et Fourchette a ainsi été sollicitée par des acteurs franciliens de la distribution pour proposer une offre de repas frais en contenants consignés pour le déjeuner. La clientèle visée est régulière, et serait donc apte à ramener les contenants.

Pour répondre aux volumes de vente nécessaires pour être référencés en grande distribution, l'entreprise doit améliorer ses capacités actuelles d'équipements de collecte et de lavage. L'entreprise souhaite donc acquérir des contenants, de nouveaux véhicules de livraison, ainsi qu'une plonge plus performante.

Depuis 2021, au travers de son offre de repas consignés, 17 000 bords ont été réemployés. L'entreprise estime que 30 000 contenants réemployables pourront être mis en circulation grâce aux expérimentations prévues avec les acteurs de la grande distribution.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition d'équipements (contenants et bacs réemployables, étiquettes, outils de scannage, plonge professionnelle), au développement du dispositif d'identification du retour en consigne ainsi qu'à l'acquisition d'un véhicule frigorifique propre.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de de déploiement de la consigne pour réemploi sur le territoire francilien et de de réduction de 10 % des quantités de Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) d'ici à 2025.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif I : 35 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- ISSY-LES-MOULINEAUX
- VANVES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements	75 094,00	75,78%
Véhicule propre frigorifique	17 000,00	17,16%
Dispositif dentification / logiciel retour consigne	7 000,00	7,06%
Total	99 094,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	29 729,00	30,00%
Fonds propres	69 365,00	70,00%
Total	99 094,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX073743 - Prévention et gestion des déchets pour l'activité de traiteur et de restauration de La Table de Cana (92)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	194 400,00 € HT	30,00 %	58 320,00 €
Montant total de la subvention			58 320,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA TABLE DE CANA

Adresse administrative : 5 B AV MAURICE RAVEL
92160 ANTONY

Statut Juridique : Société Anonyme

Représentant : Madame Juliette DUX, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux ont été anticipés dès janvier 2023 pour tenir compte des délais d'approvisionnement des matériaux et assurer l'ouverture annoncée en juillet 2023.

Description :

Fondée en 1988, La Table de Cana est une Entreprise d'Insertion (EI) située à Antony (92). Elle propose une offre d'activité de traiteur et d'organisateur de réception, de livraison de repas et de restauration sur place.

Afin d'éliminer les emballages à usage unique, et plus globalement gérer ses déchets de manière exemplaire, 3 projets sont proposés :

- l'ouverture d'un espace de vente spécialisé dans la valorisation d'invendus alimentaires de la grande et moyenne distribution, dans le 13ème arrondissement de Paris ;
- l'ouverture d'un restaurant sur le plateau de Saclay avec la mise en place d'un dispositif de tri des déchets, l'utilisation de contenants consignés, ainsi que la valorisation des déchets alimentaires sous forme de compost ;
- l'expérimentation de contenants consignés en verre pour leur activité de traiteur mais également de contenants réutilisables dans le secteur de l'événementiel (prestations de plateaux-repas déployées sur des emballages en pulpe de canne, en kraft et en plastique biosourcé).

Il est estimé que ce projet dans sa globalité permettrait d'éviter la production de 5,5 tonnes de déchets par an (carton, fibre de canne...). Par ailleurs, 20 tonnes d'invendus alimentaires pourraient être récupérés et transformés par an.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition d'équipements (tables de tri, plonges professionnelles, contenants consignés, transpalettes...), d'un véhicule de transport propre pour la distribution des repas, et à la réalisation de travaux pour ouvrir les deux espaces de restauration.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs :

- du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de déploiement de la consigne pour réemploi sur le territoire francilien et des dispositifs de collecte et de tri à la source des gisements de déchets organiques et biodéchets ;
- et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) pour réduire de 60 % le gaspillage alimentaire d'ici à 2030.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif I : 35 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- ANTONY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	22 500,00	11,57%
Equipements	106 900,00	54,99%
Camionnette propre	65 000,00	33,44%
Total	194 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	58 320,00	30,00%
Fonds propres	136 080,00	70,00%
Total	194 400,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX072949 - Etude préalable à l'instauration d'un dispositif de tri à la source des biodéchets – CA Paris Saclay (91)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2041511-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	72 000,00 € TTC	40,00 %	28 800,00 €
Montant total de la subvention			28 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA PARIS-SACLAY
Adresse administrative : 21 RUE JEAN ROSTAND
91898 ORSAY
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur GREGOIRE DE LASTEYRIE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2023 - 15 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au regard de l'échéance réglementaire du 1er janvier 2024 (L541-21-1 du code de l'environnement), l'étude doit se dérouler courant 2023 et démarrer au plus tôt.

Description :

La Communauté d'agglomération (CA) Paris-Saclay exerce la compétence collecte des déchets pour 8 communes du territoire (124 000 habitants environ), le reste de la compétence étant déléguée au SIOM de la vallée de Chevreuse. Ce périmètre est caractérisé par 67% d'habitats collectifs en moyenne.

La CA Paris-Saclay a initié un plan compostage en 2020 et de façon complémentaire, elle organise des collectes de biodéchets au sein des établissements scolaires, centres de loisirs et crèches. Afin de répondre à l'obligation réglementaire de tri à la source des biodéchets pour l'ensemble des ménages au 1er janvier 2024, la communauté d'agglomération souhaite réaliser une étude préalable pour définir les modalités de cohabitation des solutions techniques de gestion de proximité et de collecte séparée des biodéchets.

L'étude comporte :

- la définition du schéma de déploiement de la généralisation du tri à la source des biodéchets ;
- l'intégration, à ce schéma, de l'optimisation du service de gestion des déchets existant ;
- la réalisation d'une campagne de caractérisation des ordures ménagères résiduelles brutes de façon à obtenir la photo de la composition du gisement en amont de la mise en œuvre de tri à la source généralisé des biodéchets.

Parallèlement, la CA veille à la cohérence et à l'articulation de cette étude avec l'élaboration du PLPDMA qui donnera une place importante à la réduction du gaspillage alimentaire.

Les élus et techniciens des 8 communes membres, les représentants des usagers, des bailleurs et des syndicats de traitement, les associations de quartiers, l'ADEME Île-de-France et la Région Île-de-France sont intégrés au pilotage de l'étude.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation de l'étude préalable à l'instauration d'un dispositif de tri à la source des biodéchets incluant une collecte séparée de ces derniers et une optimisation du SPPGD (Service Public de gestion des déchets ménagers et assimilés) existant sur 8 communes de la communauté d'agglomération Paris-Saclay.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) de généraliser le tri à la source des biodéchets notamment par le déploiement de collecte en complémentarité avec les dispositifs de proximité.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif IV - Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique 50 % des études de faisabilité préalables aux investissements.

Localisation géographique :

- CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude pré-opérationnelle	72 000,00	100,00%
Total	72 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	28 800,00	40,00%
ADEME (Fonds vert)	28 800,00	40,00%
Fonds propres	14 400,00	20,00%
Total	72 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX073203 - Opération de renforcement du compostage de proximité sur Paris Est Marne et Bois (94)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2041511-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	665 500,00 € HT	35,00 %	232 925,00 €
	Montant total de la subvention		232 925,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS EST MARNE ET BOIS

Adresse administrative : 14 RUE LOUIS TALAMONI
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE

Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple

Représentant : Monsieur OLIVIER CAPITANIO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 7 mars 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu des échéances règlementaires, des délais d'approvisionnement et du planning prévisionnel à tenir, il est urgent de démarrer le déploiement de ces solutions sur le territoire.

Description :

Paris Est Marne et Bois est un établissement public territorial (EPT) de 516 155 habitants, situé dans le Val-de-Marne (94), exerçant la collecte des déchets. La compétence traitement est exercée par le SYCTOM pour 6 communes et par le SMITDUVM pour les 7 autres communes membres.

En 2022, l'EPT a lancé une étude de faisabilité pour la mise en place de solutions de tri à la source des biodéchets sur son territoire. Le scénario retenu parmi les 4 proposés prévoit le développement du compostage individuel et partagé dans l'objectif d'atteindre 30 % de pavillons équipés (taux estimé à 15 % actuellement) et le déploiement de 160 points d'apport volontaire (PAV) à contrôle d'accès dans les zones urbaines denses. L'EPT prévoit une implantation de ces équipements aux abords des marchés alimentaires avant d'étendre le dispositif près des écoles communales et des grands ensembles de logements.

Concernant le renforcement de la gestion de proximité des biodéchets, l'EPT prévoit l'acquisition :

- de composteurs individuels et collectifs à destination des ménages éligibles (hors secteur SYCTOM car acquisition de composteurs est déjà accompagnée financièrement par la Région) ;
- de broyeurs électriques afin de permettre aux ménages équipés de composteurs de pouvoir facilement bénéficier de matière sèche ;
- un composteur électromécanique : adapté pour absorber un gisement annuel estimé à 120 T, il sera implanté sur la parcelle de la Maison de la nature de Saint-Maur-des-Fossés permettant le traitement en local des biodéchets collectés notamment sur la ZAC des Facultés et la cuisine centrale. Le retour au sol du compost ainsi produit s'effectuera, en partie, sur les espaces du jardin partagé.

Le déploiement du tri à la source des biodéchets s'accompagnera de plusieurs campagnes de communication et de sensibilisation auprès des administrés intégrant la réduction du gaspillage alimentaire.

La Région Île-de-France apporte son soutien financier à l'acquisition de composteurs individuels et collectifs, de broyeurs électriques et d'un composteur électromécanique.

Ce projet contribue à l'atteinte des objectifs régionaux de réduction de 10 % du gisement de déchets ménagers et assimilés à l'horizon 2025 par rapport à 2010 et d'atteinte d'un taux de valorisation matière et organique des DMA de 48 % en 2025 et 52 % en 2031 par rapport à 2015 inscrits au PRPGD (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif I : agir pour le « zéro déchet » et lutter contre les gaspillages : 35 % des dépenses éligibles en investissement

Au titre du dispositif IV : relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 35 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- PARISESTMARNE&BOIS (EPT10)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Composteurs et matériel associé	506 500,00	76,11%
Broyeurs et tamis électriques	9 000,00	1,35%
Composteur électromécanique	150 000,00	22,54%
Total	665 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	232 925,00	35,00%
Fonds propres	432 575,00	65,00%
Total	665 500,00	100,00%

DOSSIER N° 23005004 - Déploiement d'un dispositif de collecte en apport volontaire pour les biodéchets sur Paris Est Marne et Bois (94)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2041511-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	832 080,00 € HT	30,05 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS EST MARNE ET BOIS
Adresse administrative : 14 RUE LOUIS TALAMONI
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur OLIVIER CAPITANIO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 7 mars 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu des échéances règlementaires, des délais d'approvisionnement et du planning prévisionnel à tenir, il est urgent de démarrer le déploiement de ces solutions sur le territoire.

Description :

Paris Est Marne et Bois est un établissement public territorial (EPT) de 516 155 habitants, situé dans le Val-de-Marne (94), exerçant la collecte des déchets. La compétence traitement est exercée par le SYCTOM pour 6 communes et par le SMITDUVM pour les 7 autres communes membres.

En 2022, l'EPT a lancé une étude de faisabilité pour la mise en place de solutions de tri à la source des biodéchets sur son territoire. Le scénario retenu parmi les 4 proposés prévoit le développement du compostage individuel et partagé dans l'objectif d'atteindre 30 % de pavillons équipés (taux estimé à 15 % actuellement) et le déploiement de 160 points d'apport volontaire (PAV) à contrôle d'accès dans les zones urbaines denses. L'EPT prévoit une implantation de ces équipements aux abords des marchés alimentaires avant d'étendre le dispositif près des écoles communales et des grands ensembles de logements.

Pour assurer le déploiement d'un dispositif de collecte en apport volontaire, l'EPT prévoit de mettre en place une collecte en apport volontaire par l'acquisition d'abri bacs à contrôle d'accès et des bacs adaptés à la collecte des biodéchets pour les zones urbaines dense concernées par la mise en place de PAV, des véhicules de collecte des biodéchets afin de pouvoir effectuer celle-ci en régie, d'un véhicule utilitaire pour le nettoyage des PAV afin d'internaliser cette prestation et de garantir le respect des règles sanitaires en vigueur.

Le déploiement du tri à la source des biodéchets s'accompagnera de plusieurs campagnes de communication et de sensibilisation auprès des administrés sur les thématiques suivantes : réduction du gaspillage alimentaire, compostage de proximité et utilisation des PAV à contrôle d'accès

La Région Île-de-France apporte son soutien financier à l'acquisition d'abri bacs à contrôle d'accès, de bacs adaptés à la collecte des biodéchets, de 4 véhicules propres étanches de collecte des biodéchets, d'un véhicule utilitaire pour le nettoyage des PAV.

Ce projet contribue à l'atteinte des objectifs régionaux de réduction de 10 % du gisement de déchets ménagers et assimilés à l'horizon 2025 par rapport à 2010 et d'atteinte d'un taux de valorisation matière et organique des DMA de 48 % en 2025 et 52 % en 2031 par rapport à 2015 inscrits au PRPGD (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets)

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif I : agir pour le « zéro déchet » et lutter contre les gaspillages : 35 % des dépenses éligibles en investissement

Au titre du dispositif IV : relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 35 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- PARISESTMARNE&BOIS (EPT10)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Abri-bacs à contrôle d'accès	688 560,00	82,75%
Matériel de pré-collecte	143 520,00	17,25%
Total	832 080,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	250 000,00	30,05%
Fonds propres	582 080,00	69,95%
Total	832 080,00	100,00%

DOSSIER N° EX073051 - Opération de compostage de proximité sur le territoire de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre (94)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2041511-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	520 920,00 € HT	35,00 %	182 322,00 €
Montant total de la subvention			182 322,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND ORLY SEINE BIEVRE

Adresse administrative : 2 AV YOURI GAGARINE
94400 VITRY SUR SEINE

Statut Juridique : Etablissement Public de Coopération Intercommunautaire

Représentant : Monsieur Michel LEPRETRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2023 - 1 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Grand Orly Seine Bièvre est un établissement public territorial (EPT) de 720 000 habitants, situé dans le Val-de-Marne (94), exerçant la compétence collecte des déchets. La compétence traitement est exercée par 3 syndicats et une régie autonome : le SYCTOM, le SIREDOM, le SMITDUVM et la régie autonome la RIVED (ex SIEVD).

Une étude de faisabilité a été menée sur la période 2020-2022 par un bureau d'étude afin d'étudier divers scénarii pour mettre en place des solutions de tri à la source des biodéchets sur le territoire.

A la suite de l'étude, ont été développés :

- la promotion du compostage de proximité pour les ménages ;
- des solutions de collecte des biodéchets des gros producteurs non ménagers ;
- des solutions de tri et de collecte des biodéchets dans les établissements scolaires ;
- des sites de compostage autonome.

L'EPT souhaite faire l'acquisition de composteurs individuels et collectifs et de lombricomposteurs afin de pouvoir les mettre à disposition de ses habitants (hors périmètre SYCTOM car déjà accompagné financièrement par la Région pour l'acquisition de composteurs individuels et collectifs).

Plusieurs actions sont prévues pour promouvoir la pratique du compostage :

- organisation de portes-à-portes dans les quartiers pavillonnaires afin de connaître les pratiques de compostage des habitants et inciter les habitants ne disposant pas de composteurs à s'équiper ;
- distribution de composteurs : environ 2 distributions par mois accompagnées de formation obligatoires seront organisées (la fréquence sera réévaluée en fonction des demandes). C'est 4 ETP qui seront affectés à cette mission.

En 2022, la quantité de biodéchets détournée par le compostage individuel est estimée à 3 500 tonnes (1,35 kg/hab/semaine soit 70 kg par an et par habitant).

Des campagnes de communication pilotées par l'EPT sont prévues pour promouvoir le compostage de proximité (affichage, articles dans le magazine municipal, posts sur les réseaux sociaux).

La Région Île-de-France apporte son soutien financier à l'acquisition de composteurs individuels et collectifs, de lombricomposteurs et du matériel associé.

Ce projet contribue à l'atteinte des objectifs régionaux de réduction de 10 % du gisement de déchets ménagers et assimilés à l'horizon 2025 par rapport à 2010 et d'atteinte d'un taux de valorisation matière et organique des DMA de 48 % en 2025 et 52 % en 2031 par rapport à 2015 inscrits au PRPGD (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif IV : relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 35 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- T12 (EPT12 / 94-VAL DE MARNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de composteurs, lombricomposteurs et accessoires	520 920,00	100,00%
Total	520 920,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	182 322,00	35,00%
Fonds propres	338 598,00	65,00%
Total	520 920,00	100,00%

DOSSIER N° 23005067 - Mise en place de solutions de tri des biodéchets dans les écoles du territoire de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre (94)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2041511-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	420 000,00 € HT	35,00 %	147 000,00 €
Montant total de la subvention			147 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND ORLY SEINE BIEVRE
Adresse administrative : 2 AV YOURI GAGARINE
94400 VITRY SUR SEINE
Statut Juridique : Etablissement Public de Coopération Intercommunautaire
Représentant : Monsieur Michel LEPRETRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2023 - 1 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Grand Orly Seine Bièvre est un établissement public territorial (EPT) de 720 000 habitants, situé dans le Val-de-Marne (94), exerçant la compétence collecte des déchets. La compétence traitement est exercée par 3 syndicats et une régie autonome : le SYCTOM, le SIREDOM, le SMITDUVM et la régie autonome la RIVED (ex SIEVD).

Une étude de faisabilité a été menée sur la période 2020-2022 par un bureau d'étude afin d'étudier divers scénarii pour mettre en place des solutions de tri à la source des biodéchets sur le territoire.

A la suite de l'étude, ont été développés :

- la promotion du compostage de proximité pour les ménages ;
- des solutions de collecte des biodéchets des gros producteurs non ménagers ;
- des solutions de tri et de collecte des biodéchets dans les établissements scolaires ;
- des sites de compostage autonome sur ces sites.

L'EPT souhaite mettre en place le tri et la valorisation des biodéchets dans les cantines des établissements scolaires présents sur son territoire.

Les établissements scolaires produisent en moyenne plus de 5 tonnes de déchets alimentaires par an.

Pour chaque école mettant en place une table de tri un accompagnement sera proposé à la fois pour le personnel de cantine et pour les enfants.

La généralisation du tri permettra également d'évaluer le taux du gaspillage alimentaire dans la cantine.

En complément de ces solutions de tri des biodéchets dans les cantines scolaires, l'EPT accompagne ses communes membres dans la réduction des déchets alimentaires de la restauration scolaire.

Afin de sensibiliser les enfants, depuis 2019, l'EPT propose aux enseignants des interventions dans les classes sur la thématique du gaspillage alimentaires.

Concernant le grand public des animations sont régulièrement proposées dans les communes pour les sensibiliser au gaspillage alimentaire.

Objectifs fixés :

- 70 % des communes devront adopter un plan d'actions de lutte contre le gaspillage alimentaire d'ici 2025 ;
- Réduire de 50 % le gaspillage alimentaire en restauration scolaire d'ici 2025.

Des campagnes de pesée seront réalisées régulièrement, à minima 1 fois par an, dans chaque commune afin de mesurer l'impact des actions proposées.

Des campagnes de communication pilotées par l'EPT sont prévues pour promouvoir l'implantation de tables de tri dans les établissements scolaires (affichage, articles dans le magazine municipal, posts sur les réseaux sociaux).

La Région Île-de-France apporte son soutien financier à l'acquisition de tables de tri des aliments pour les établissements scolaires.

Ce projet contribue à l'atteinte des objectifs régionaux de réduction de 10 % du gisement de déchets ménagers et assimilés à l'horizon 2025 par rapport à 2010 et d'atteinte d'un taux de valorisation matière et organique des DMA de 48 % en 2025 et 52 % en 2031 par rapport à 2015 inscrits au PRPGD (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif I : agir pour le « zéro déchet » et lutter contre les gaspillages : 35 % des dépenses éligibles en investissement

Au titre du dispositif IV : relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 35 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- T12 (EPT12 / 94-VAL DE MARNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de tables de tri	420 000,00	100,00%
Total	420 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	147 000,00	35,00%
SYCTOM	20 000,00	4,76%
Fonds propres	253 000,00	60,24%
Total	420 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX073770 - Aménagement et équipement de la Ressourcerie « Le Chamodix » dans le 10ème arrondissement de Paris (75)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	127 500,00 € TTC	15,69 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA RESSOURCERIE DU DIXIEME

Adresse administrative : 4 B RUE D'ORAN
75018 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame ALICE MILON, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2023 - 31 juillet 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La Ressourcerie du 10e est une association à but non lucratif créée en avril 2022 qui souhaite aménager et équiper la ressourcerie « Le Chamodix », située au 20 rue Philippe de Girard dans une résidence de logement social de la RIVP (Régie Immobilière de la Ville de Paris) du 10e arrondissement de Paris, qui accueille deux quartiers Zéro déchet (Grange aux Belles et Buisson Saint-Louis). La ressourcerie bénéficiera donc d'une dynamique territoriale forte.

L'objectif est de favoriser la collecte, la valorisation, la réparation, le réemploi et la vente d'objets issus de dons, mais aussi d'organiser des collectes en pied d'immeuble et en porte à porte pour les grosses pièces (gros électroménagers et mobiliers notamment).

Ce projet concerne l'ensemble des flux de déchets (textiles, EEE, mobilier, vaisselles, jouets...)

A cette fin, seront mis en place :

- 3 ateliers de remises en état (un atelier EEE avec l'ouverture d'un poste de valoriste dont le salaire sera soutenu par Ecologic, un atelier textile, un atelier mobilier/menuiserie) ;
- des ateliers de sensibilisation et d'initiation à l'autoréparation ;
- des ateliers de création, de réparation, de transmission des savoirs et des savoir-faire, et d'éveil pédagogique sur les enjeux en lien avec le réemploi.

Les flux (entrées et sorties) seront tous pesés afin de suivre l'activité. Qu'il s'agisse des apports, des collectes, des ventes aux particuliers, des ventes aux éco-organismes ou du recyclage, toute l'activité sera suivie grâce à un logiciel métier dédié.

L'association se fixe comme objectif de collecter 60 tonnes de dons à l'ouverture pour arriver progressivement à 160 tonnes après 3 ans de fonctionnement.

Une grande partie des travaux nécessaires à la rénovation de cet espace a été financée par la Ville de Paris, qui a soutenu à hauteur de 850 000 euros la RIVP afin de réaliser les travaux. Ce soutien est conditionné à la mise en place d'un loyer réduit pour la ressourcerie. La livraison du local de 541 m² sur 3 étages aura lieu en fin d'année 2023, pour une ouverture prévue de la ressourcerie en janvier 2024.

La Région Île-de-France apporte son soutien financier à l'aménagement du local (comptoirs, étagères, établis etc...), à l'acquisition ainsi qu'à l'achat de matériels (racks, transpalettes, balances, diables...) et d'équipements (perceuses, visseuses, aérogrammeuse...) nécessaires pour développer l'activité de réemploi et de réparation ainsi qu'à l'acquisition de vélo-cargo et de remorques pour la collecte en porte en porte ou en pied d'immeuble.

Ce projet s'inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire et contribue à l'atteinte de l'objectif régional de doublement du nombre structures de réemploi à l'horizon 2031 et de réduction de 10 % du gisement de déchets ménagers et assimilés à l'horizon 2025 par rapport à 2010 inscrit au PRPGD (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif II : Développer le réemploi, la réutilisation et la réparation : 35 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mobilier, Équipement & aménagement Ressourcerie	82 500,00	64,71%
Outillage et matériel électronique et informatique	17 000,00	13,33%
Vélo cargo, Remorque + accessoires vélo	28 000,00	21,96%
Total	127 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	20 000,00	15,69%
Ville de Paris	20 000,00	15,69%
Syctom	37 375,00	29,31%
Fonds propres	50 125,00	39,31%
Total	127 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX073273 - Création d'une usine de reconditionnement de matériel de restauration professionnelle à Compans (77)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	850 000,00 € HT	29,41 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VESTO
Adresse administrative : 2 AVENUE DE LA PASSERELLE
94100 SAINT MAUR DES FOSSES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur BASTIEN RAMBAUD, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2023 - 30 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Depuis 2020, Vesto structure une filière de seconde main pour le matériel professionnel de restauration, Ce matériel, utilisé aussi bien par la restauration traditionnelle que par les collectivités, est aujourd'hui encore largement fléché vers des solutions de recyclage et de valorisation matière faute d'une filière industrielle adaptée à sa valorisation. Or avec l'obligation d'intégration du réemploi dans les achats des entités publiques, la loi AGECE impose aux collectivités un quota d'achat de matériel de seconde main. Ce qui amène cette entreprise à industrialiser son activité.

En 2021 et grâce à l'aide de la région Île-de-France, Vesto s'est installé sur un site de 1000 m² à Romainville (Seine-Saint-Denis) afin de tester un modèle de reconditionnement pour ce type de matériel. Face à l'accroissement des volumes traités par Vesto, un passage à l'échelle supérieure est nécessaire afin de permettre le reconditionnement de flux bien plus importants.

L'objectif de ce projet est la construction d'une unité de reconditionnement à Compans (77). Il s'agit de doter le territoire francilien d'un outil pré-industriel qui permettra le réemploi de plus de 80 tonnes d'équipements chaque mois soit environ 10 000 tonnes annuelles de déchets électriques et électroniques. 125 emplois devraient être créés d'ici fin 2026.

L'atelier de Romainville sera utilisé pour pouvoir reconditionner et stocker du matériel de restauration à destination des Jeux Olympiques de Paris 2024, durant lesquels près de 13 millions de repas doivent être servis. Il sera par ailleurs le lieu de test de nouvelles filières de reconditionnement que Vesto souhaite développer à l'avenir (blanchisserie, froid commercial, boulangerie, agro-alimentaire).

La Région apporte son soutien financier à l'étude préalable aux travaux, aux travaux et l'équipement de l'usine (racks et chariots élévateurs, bancs de test, équipements de nettoyage vapeur, installation d'air comprimée, outils...) ainsi qu'à l'acquisition d'un camion pour l'activité logistique liée à l'usine.

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage annuel réunissant les partenaires techniques et financiers du projet pour assurer le suivi de la mise en œuvre et de son développement ;
- participer aux travaux du PRPGD (Plan Régional de Prévention et gestion des déchets d'Île-de-France) et de la SREC (Stratégie régionale économie circulaire) ;
- répondre aux enquêtes réalisées en particulier par l'IPR-ORDIF (Institut Paris Région – Observatoire régional des déchets d'Île-de-France) pour assurer le suivi du PRPGD.

Ce projet contribue à l'atteinte de l'objectif régional de doubler l'offre de réemploi, réutilisation, réparation d'ici 2031 inscrit au PRPGD (Plan Régional de prévention et de gestion des déchets).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre de la mesure 2 : accompagner le développement des ressourceries, du réemploi et de la réutilisation, 30 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- COMPANS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	517 500,00	60,88%
Véhicules propres	60 000,00	7,06%
Equipements	247 500,00	29,12%
Etudes et recherches	25 000,00	2,94%
Total	850 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	250 000,00	29,41%
Fonds propres	600 000,00	70,59%
Total	850 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

DOSSIER N° EX073837 - Développement d'une activité de réemploi des matériaux issus du secteur de l'évènementiel à Plaisir (78)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	925 000,00 € HT	27,03 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MUTO

Adresse administrative : 7 AV DESCARTES
92350 LE PLESSIS ROBINSON

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur RAIMBAULT VINCENT, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

En 2019, en Île-de-France, le secteur de l'évènementiel produit des déchets qui ne sont que très peu recyclés ou réemployés faute de solutions adaptées. En effet, de fortes contraintes de temps s'appliquent avec la nécessité une fois qu'un événement est terminé de démonter très rapidement les équipements pour rendre les lieux à leur état initial ; les événements s'enchaînent et chaque journée d'occupation est facturée.

MUTO est une entreprise fondée en avril 2022 par des entrepreneurs issus de l'évènementiel, qui propose une offre globale dédiée au réemploi des aménagements d'événementiels (scénographies, stands, décors...). Elle récupère les matériaux (bois, moquettes, bâches, signalétique, coton gratté...) pour en faire don à un réseau de bénéficiaires.

Les modalités d'intervention sont les suivantes :

- avant l'événement, un inventaire des matériaux consommables est réalisé, afin d'identifier les différents gisements de matériaux pour les acheminer dès la fin de l'événement vers les bénéficiaires finaux ;
- pendant le démontage, la société assure une présence sur site pour sensibiliser, déconstruire, trier et reconditionner très rapidement ;
- la reprise des matériaux est confiée à un réseau de repreneurs (associations, ressourceries, upcyclers, acteurs de la culture, collectivités...) qui ont signé une charte du remploi avec MUTO ;
- chaque organisateur d'évènement reçoit son bilan chiffré comprenant une analyse des émissions de tonnes de carbone évitées ainsi que la quantité de matériaux récupérés.

Le réemploi des matériaux permet d'améliorer le bilan carbone des entreprises de l'évènementiel.

Entre septembre et décembre 2022, MUTO a récupéré 64 tonnes de matériaux, et 100 tonnes depuis janvier 2023, avec 98% de réemploi. L'objectif de la société, d'ici 2024, est de collecter et de réemployer près de 1 000 tonnes de matériaux, avec au minimum 95 % de réemploi.

Pour ce faire, MUTO doit réaliser des travaux d'aménagement au sein de ses futurs locaux situés à Plaisir (78) d'une superficie de 500 m².

La Région apporte son soutien financier à la réalisation des travaux et à l'acquisition des équipements, outils, de matériels et véhicules utilitaires propres.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de réduire la production de déchets des activités économiques, et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) de doubler l'offre de réemploi et de faire des déchets des ressources.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif zéro déchet et économie circulaire et sa mesure IV : 27,03 % des dépenses éligibles en investissement, le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement des locaux	400 000,00	43,24%
Equipements, outils, matériels	275 000,00	29,73%
Véhicules utilitaires électriques	250 000,00	27,03%
Total	925 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	250 000,00	27,03%
ADEME prévisionnel	258 722,50	27,97%
Fonds propres	416 277,50	45,00%
Total	925 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

DOSSIER N° EX072655 - Création d'un atelier de reconditionnement de matériaux de réemploi issus des chantiers franciliens à Noisy-le-Sec (93)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	170 000,00 € HT	35,00 %	59 500,00 €
	Montant total de la subvention		59 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CYCLE UP

Adresse administrative : 4 RUE MARTEL
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur SEBASTIEN DUPRAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La société Cycle Up est spécialisée dans la mise en œuvre de l'économie circulaire sur les chantiers, avec une double activité d'assistance à maîtrise d'ouvrage (mise en œuvre notamment pour les diagnostics réemploi de lycées franciliens) et de commercialisation de matériaux de réemploi.

Après avoir lancé sa plateforme de commercialisation en ligne (ou « marketplace ») en 2018, Cycle Up exploite depuis 2021 son premier lieu d'échanges physiques, « l'entrepôt du réemploi » à Saint-Ouen, avec comme objectif d'ancrer cette pratique de l'économie circulaire comme une solution de développement économique et environnemental du territoire.

Après deux ans d'expérimentation, la société fait le constat que si certains matériaux sont réemployables en l'état après dépose sélective et trouvent facilement preneur, d'autres doivent entrer dans un processus de reconditionnement qualitatif pour éviter l'usage de matériaux neufs.

Devant ce besoin de développer des filières de reconditionnement pour réemploi, Cycle Up a le projet d'installer son premier atelier de reconditionnement de matériaux à Noisy le sec (93).

Dans un premier temps, les matériaux traités seront des sanitaires, des radiateurs en fonte et du petit matériel électrique. Un atelier d'upcycling permettra pour des matériaux moins prometteurs en réemploi de produire des prototypes en en changeant l'usage (cloison acoustique à base de dalles de faux plafond, mobilier urbain à base de garde-corps, meuble de cuisine à base de rails de cloisons...).

Sur cette surface de 800m², Cycle Up prévoit de reconditionner 6000 sanitaires par an, ainsi qu'à terme l'embauche de 10 personnes en insertion.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition des machines et équipements nécessaires aux activités de reconditionnement, d'upcycling et de stockage de l'atelier.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) de mettre l'économie circulaire au cœur des chantiers et de doubler l'approvisionnement local et renouvelable du secteur de la construction d'ici à 2030.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif III - Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens : 35 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- NOISY-LE-SEC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Machines	110 000,00	64,71%	Région Île-de-France	59 500,00	35,00%
Equipements	60 000,00	35,29%	Fonds propres	110 500,00	65,00%
Total	170 000,00	100,00%	Total	170 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX072783 - Augmentation des capacités de la plateforme de réemploi du livre de seconde main de Label Emmaüs à Noisy-le-Sec (93)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	92 000,00 € HT	35,82 %	32 950,00 €
	Montant total de la subvention		32 950,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LABEL EMMAUS

Adresse administrative : 74 RUE PAUL VAILLANT COUTURIER
93130 NOISY LE SEC

Statut Juridique : Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production

Représentant : Madame MAUD SARDA, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les nouveaux bureaux sont installés sur un site d'occupation temporaire rare sur le marché, ainsi les travaux ont dû démarrer au plus vite pour ne pas manquer l'opportunité et optimiser la durée d'occupation.

Description :

Lancée en 2016, Label Emmaüs est une structure issue du Mouvement Emmaüs ayant pour objectif de développer une activité dans le secteur du e-commerce en promouvant les valeurs du mouvement (insertion socio-professionnelle des personnes éloignées de l'emploi, de contribuer au réemploi en développant des outils numériques, des compétences et en repensant les circuits logistiques en lien avec le territoire).

Label Emmaüs a bénéficié en 2018 d'une subvention régionale au titre de la politique régionale pour la prévention des déchets pour le lancement de sa plateforme logistique en capacité de massifier la collecte et d'optimiser le processus de vente en ligne de livres d'occasion.

Aujourd'hui, l'enjeu principal de la marketplace est de développer la taille de son catalogue pour face à la concurrence croissante des acteurs de la seconde main numérique (Le bon coin, Amazon, Vinted, etc.) et affirmer son positionnement d'alternative de consommation responsable et solidaire.

Ainsi Label Emmaüs souhaite augmenter ses capacités de réemploi grâce à la réorganisation et l'optimisation des capacités logistiques de son entrepôt. Ce projet permettra à l'entreprise :

- d'augmenter sa capacité de stockage de livres de seconde main (jusqu'à 340 000 livres, contre 255 000 livres mis en ligne à l'heure actuelle) ;
- de diversifier et d'élargir sa collecte en B2B via de nouveaux partenariats entrepris et ainsi augmenter le taux de réemploi des livres collectés qui est à ce jour légèrement inférieur à 50 % ;
- de créer de nouveaux emplois en parcours d'insertion : embauche de 0,5 ETP supplémentaires chaque année afin de gérer ces nouveaux flux.

Ce projet nécessite l'achat de nouveaux matériels et le réaménagement de l'entrepôt. Par ailleurs, face à la croissance des effectifs, la structure est contrainte de déménager et d'installer ses bureaux (marketplace et fonctions supports) sur le site voisin « SAFT-Usine des transitions ». Ces nouveaux bureaux nécessitent des travaux d'aménagement et de remise en état réalisés avec l'accord du propriétaire qui est l'EPFIF.

Ce déménagement permettra par ailleurs de construire une nouvelle offre de service aux entreprises partenaires : un espace de réunion / team building et des journées d'immersion bénévoles au sein de la plateforme.

La Région apporte son soutien financier à l'étude de faisabilité préalable aux travaux d'aménagement, aux travaux d'aménagement des nouveaux bureaux et de l'entrepôt actuel, ainsi qu'à l'acquisition des véhicules électriques et équipements nécessaires au développement de l'activité.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) de doubler l'offre de réemploi, réutilisation et réparation à destination des franciliens en 2031.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif II - Développer le réemploi, la réutilisation et la réparation :

Jusqu'à 50 % des dépenses d'études de faisabilité ou pré-opérationnelles

Jusqu'à 35 % des autres dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- NOISY-LE-SEC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de faisabilité préalable aux travaux d'aménagement	5 000,00	5,43%
Travaux d'aménagement	30 000,00	32,61%
Véhicules électriques	45 000,00	48,91%
Equipements	12 000,00	13,04%
Total	92 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	32 950,00	35,82%
Fonds propres	59 050,00	64,18%
Total	92 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX073141 - Création de la recyclerie LES PEPITES à Eaubonne (95)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	95 000,00 € TTC	35,00 %	33 250,00 €
	Montant total de la subvention		33 250,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES PEPITES RECYCLERIE
Adresse administrative : 66 RUE JEAN JAURES
95320 SAINT LEU LA FORET
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame KARINE MESSENGER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Les Pépites est une association créée en 2021 ayant pour mission de développer le réemploi sur le territoire de la Communauté d'Agglomération du Val Paris (95).

L'association a pour objectif d'ouvrir une recyclerie à Eaubonne dans un local de 563 m² mis à disposition par la commune. Il s'agit de favoriser la collecte, la valorisation et la vente d'objets issus de dons. Par ailleurs, ce projet propose de favoriser le lien social entre les habitants à travers un programme d'ateliers de création, de réparation, de transmission des savoirs et des savoir-faire, et d'éveil pédagogique sur les enjeux en lien avec le réemploi.

Dans le cadre de ce projet l'association a le soutien de la communauté d'Agglomération du Val Paris, du Syndicat Emeraude, de la ville d'Eaubonne et est accompagné par le Réseau Francilien du Réemploi (REFER). Un conventionnement est prévu avec l'ensemble des éco-organismes concernés afin que la structure puisse bénéficier d'un accompagnement financier ou logistique de leur part.

Les objets suivants seront acceptés dans un premier temps : textiles, mobilier, appareils électriques et électroniques, livres & culture, articles de puériculture et plantes.

Les principales activités de la recyclerie seront : la collecte (en déchèterie, chez le particulier ou en entreprise), le pré-tri des objets, l'accueil des déposants sur le site, le nettoyage des objets, les tests de fonctionnement et petites réparations et la vente d'objets en boutique.

Les flux (entrées et sorties) seront tous pesés afin de suivre l'activité. Qu'il s'agisse des apports, des collectes, des ventes aux particuliers, des ventes aux éco-organismes ou du recyclage, toute l'activité sera suivie grâce à un logiciel métier dédié.

L'association se fixe comme objectif de collecter 50 tonnes de dons en 2023 pour arriver progressivement à 130 tonnes en 2025.

Ce projet devrait permettre la création d'un ETP en 2023 pour atteindre cinq ETP en 2025.

La Région Île-de-France apporte son soutien financier aux travaux d'aménagement du local, à l'acquisition d'un véhicule utilitaire propre pour les collectes, à l'achat de matériels et d'équipements nécessaires pour développer l'activité de réemploi des dons.

Ce projet s'inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire et contribue à l'atteinte de l'objectif régional de doublement du nombre structures de réemploi à l'horizon 2031 et de réduction de 10 % du gisement de déchets ménagers et assimilés à l'horizon 2025 par rapport à 2010 inscrit au PRPGD (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif II : Développer le réemploi, la réutilisation et la réparation : 35 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- EAUBONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement du local	26 400,00	27,79%
Matériel	21 600,00	22,74%
Mobilier	5 400,00	5,68%
Outils	3 600,00	3,79%
Véhicule utilitaire propre	38 000,00	40,00%
Total	95 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	33 250,00	35,00%
Fonds propres	61 750,00	65,00%
Total	95 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX067698 - Projet ÉCOTHÈQUE – Centre de ressources, plateforme collaborative du secteur culturel circulaire par L'Augures Lab Scénogrrrraphie (75)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	269 500,00 € TTC	20,00 %	53 900,00 €
	Montant total de la subvention		53 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES AUGURES

Adresse administrative : 26 RUE DES MONTIBOEUFs
75020 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame FAZETTE BORDAGE, Membre de la direction collégiale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Les industries créatives représentent 350 000 emplois. C'est un secteur qui génère beaucoup de déchets liés aux productions culturelles et événementielles :

- 83 % des déchets sont liés aux activités de montage-démontage et destruction des décors ;
- 40 % des déchets du spectacle vivant et de l'audiovisuel en Île-de-France ont un exutoire inconnu.

Dans ce contexte, l'Augures Lab Scénogrrrraphie, réseau professionnel et prospectif, s'inspire des "4R" de l'économie circulaire (Réparer, Réemployer, Refabriquer, Recycler). Le Lab vise à développer les pratiques écoresponsables de la scénographie dans les champs des arts visuels et des arts vivants, à l'échelle nationale et en premier lieu sur le territoire d'Île-de-France.

Il s'agit de créer des liens entre les corps de métiers (conception, réalisation, production...) et les disciplines artistiques pour contribuer à la transition écologique de la culture.

L'association développe ainsi un projet de plateforme collaborative nommé « Écothèque » qui permettra :

- de fédérer les divers métiers du secteur culturel en créant un cadre d'échange entre pairs ;
- de créer une écologie culturelle territoriale en recensant et optimisant les flux de ressources ;
- d'inciter au changement de comportements en promouvant un mode d'action coopératif.
- de centraliser des informations pour avoir un accès facilité aux offres ;
- d'apporter des solutions concrètes par le référencement géolocalisé de projets inspirants, de matériaux innovants pour favoriser le réemploi, l'écoconception et la circularité ;

- d'estimer la réduction et valorisation des déchets des projets franciliens d'éco-scénographie via le suivi du pourcentage de réemploi en approvisionnement et en fin de vie.

La Région apporte son soutien à la création de l'Ecothèque qui nécessite de mobiliser une assistance technique et des prestations d'ingénierie.

Ce projet contribue à répondre à l'objectif de la stratégie régionale d'économie circulaire de faire du secteur culturel un secteur emblématique du zéro déchet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif II « développer le réemploi, la réutilisation et la réparation » : 35 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
AMO conception et graphisme	73 500,00	27,27%
Développement de la plateforme	115 000,00	42,67%
Prestations et expertise technique	81 000,00	30,06%
Total	269 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	53 900,00	20,00%
ADEME (prévisionnel)	53 900,00	20,00%
PIA Alternatives vertes	107 800,00	40,00%
Fonds propres	53 900,00	20,00%
Total	269 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX064442 - Création d'une déchèterie professionnelle à Maisoncelles-en-Brie (77)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	697 000,00 € HT	35,00 %	243 950,00 €
Montant total de la subvention			243 950,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : WIAME RM
Adresse administrative : ETANG MORILLAS
77580 MAISONCELLES EN BRIE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame EMILIE WIAME, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2023 - 30 juin 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'entreprise WIAME RM est spécialisée dans le recyclage des matériaux issus des travaux publics. Elle possède une plateforme de tri et de recyclage à Maisoncelles-en-Brie (77) qui a bénéficié en 2022 d'une aide régionale Zéro déchet et économie circulaire pour son développement et sa modernisation.

WIAM RM porte aujourd'hui un nouveau projet consistant en la création d'une déchèterie professionnelle associée à une plateforme de regroupement de flux issus de la mise en œuvre de la nouvelle REP (Responsabilité Elargie des Producteurs) sur les déchets de chantiers.

La déchèterie occupera une superficie de 2800 m² et permettra la reprise des 8 flux règlementaires (papiers/cartons, métaux, plastiques, verre, bois, fractions minérales, plâtres, textiles) ainsi que la dépose des déchets triés à la source dans les conditions règlementaires.

L'installation sera conçue en termes de capacités et de contraintes d'accueil pour être adaptée aux petits chantiers et aux artisans et renforcera le maillage en points de collecte pour les professionnels.

Le site choisi pour l'implantation possède deux atouts majeurs :

- il se situe dans une zone dont le maillage en points de collecte pour les professionnels est insuffisant ;
- il bénéficiera du centre de tri et de recyclage que WIAME RM exploite à proximité pour optimiser la valorisation des déchets déposés sur la déchèterie, ainsi que des 5 autres sites de l'entreprise basés dans la région.

L'entreprise couplera cette activité de collecte avec une activité de négoce de matériaux issus de sa plateforme de recyclage, permettant une proposition de produits aux artisans/particuliers afin de réaliser une démarche de « double fret ».

La quantité de déchet qui sera réceptionnée a été estimée à 1 694 tonnes/an, avec une autorisation d'exploiter permettant d'aller jusqu'à 2 600 tonnes/an.

Le projet permettra la création de 5 emplois directs et de 2 emplois indirects liés aux transports.

La Région apporte son soutien financier aux travaux d'aménagement du site ainsi qu'à l'acquisition des bennes dédiées aux différents flux, d'un camion de type « ampliroll » permettant le levage des déchets et matériaux, et des divers équipements nécessaires au projet (outil de manutention, armoire à déchets dangereux, etc.).

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) de relever le défi du tri et du recyclage en améliorant le maillage du territoire en déchèterie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif IV - Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 35 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- MAISONCELLES-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	259 000,00	37,16%
Equipements	238 000,00	34,15%
Camion « Ampliroll »	200 000,00	28,69%
Total	697 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	243 950,00	35,00%
Fonds propres	453 050,00	65,00%
Total	697 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

DOSSIER N° EX072799 - Etude de faisabilité pour l'extension et la modernisation de la déchèterie de Bondy (93)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2041511-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	43 200,00 € TTC	50,00 %	21 600,00 €
	Montant total de la subvention		21 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EST ENSEMBLE

Adresse administrative : 100 AV GASTON ROUSSEL
93230 ROMAINVILLE

Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local

Représentant : Monsieur Patrice BESSAC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 30 avril 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'étude doit être lancée au plus tôt afin d'engager les travaux visant à garantir la sécurité des usagers et permettre la reprise des flux ne pouvant être actuellement triés.

Description :

Est Ensemble gère actuellement 2 déchèteries fixes à Bondy et à Montreuil, ainsi que 4 sites de déchèteries mobiles par mois. La déchèterie de Bondy est installée sur un terrain propriété de la ville. En raison de sa superficie très insuffisante (864m²), de nombreuses difficultés d'exploitation entravent le bon fonctionnement du site :

- non-distinction des voies de circulation poids lourds et véhicules légers et des voies entrée/sortie ;
- quai métallique non adapté aux bennes mises à disposition par le prestataire, entraînant des difficultés de dépose par les usagers ;
- absence de zone de retournement impliquant des difficultés lors des enlèvements ;
- absence de bennes pour l'ensemble des flux collectés et à venir en vue de l'évolution de la réglementation (nouvelles filières de Responsabilité Elargie du Producteur REP) ;
- nuisances visuelles et sonores.

Ainsi une extension de la déchèterie est envisagée afin d'étendre l'activité sur une surface de projet de 2494 m² au total, et ainsi permettre de :

- garantir la sécurité des usagers, des agents de déchèteries ainsi que des opérateurs/prestataires œuvrant sur le site ;
- accueillir des flux ne pouvant être accueillis actuellement par manque de place (cartons, ferrailles, textiles, nouvelles filières REP) ;

- développer une zone de réemploi permettant l'accès à des structures de l'économie sociale et solidaire afin de récupérer des objets en bon état ou réparables afin de leur donner une seconde vie ;
- offrir aux usagers un outil en adéquation avec le besoin du territoire afin d'éviter la multiplication des dépôts sauvages ;
- proposer un équipement intégré à son environnement.

Est Ensemble souhaite ainsi faire réaliser par un prestataire une étude de faisabilité réglementaire, technique, fonctionnelle et financière du projet d'extension de la déchèterie de Bondy. Le bureau d'étude aura comme missions de :

- vérifier la faisabilité juridique du projet d'extension par rapport aux contraintes urbanistiques et environnementales existantes ;
- définir les données techniques de base du projet d'extension (attendus qualitatifs et données de dimensionnement, caractéristiques du site et fonctionnalités, et notamment possibilité d'accueillir les déchets des artisans) ;
- proposer plusieurs schémas d'organisation fixant les principes du futur fonctionnement ;
- élaborer le programme technique détaillé de l'opération.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation de l'étude de faisabilité préalable aux travaux d'extension et modernisation de la déchèterie.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) de relever le défi du tri et du recyclage en améliorant le maillage du territoire en déchèterie.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif IV - Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 50 % des dépenses éligibles en études de faisabilité préalables aux investissements.

Localisation géographique :

- BONDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de faisabilité préalable aux travaux	43 200,00	100,00%
Total	43 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	21 600,00	50,00%
Fonds propres	21 600,00	50,00%
Total	43 200,00	100,00%

DOSSIER N° EX072912 - Etude de faisabilité pour la mise en place de la tarification incitative sur l'agglomération du pays de Meaux (77)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2041511-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	16 050,00 € HT	50,00 %	8 025,00 €
	Montant total de la subvention		8 025,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA DU PAYS DE MEAUX
Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
77100 MEAUX
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-François COPE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux (CAPM) assure la compétence collecte des déchets ménagers et assimilés (DMA) sur l'ensemble de son territoire qui comprend 26 communes et 108 000 habitants. La compétence traitement des DMA a été transférée au SMITOM NORD 77 (syndicat intercommunal en charge du traitement et de la valorisation des déchets ménagers et assimilés).

Depuis 2020, la CAPM travaille à l'optimisation de son service de collecte en vue d'une meilleure maîtrise des coûts et envisage de mettre en place la tarification incitative. Afin de poursuivre ce travail, elle souhaite être accompagnée par un bureau d'études.

Ainsi, celui-ci devra :

- étudier les leviers et scénarii possibles, et chiffrer leurs différents impacts d'un point de vue technique, organisationnel et budgétaire ;
- comparer les scénarii entre eux : impact sur les performances, les organisations et les coûts (fonctionnement et investissements) ;
- évaluer la cohérence des scénarii avec les objectifs des élus ;
- guider les élus dans le choix du scénario le plus adapté à la collectivité.

L'étude qui devrait être présentée en conseil communautaire fin 2023, sera suivie par deux comités :

- un comité de pilotage, composé des élus communautaires, qui se réunira au moment du lancement de l'étude et pour la restitution finale ;
- un comité technique qui réunira l'ensemble des services de la CAPM concernés par le sujet.

En tant que partenaires techniques et financiers, la Région et l'ADEME seront invitées aux réunions de ces deux instances.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation de l'étude de faisabilité.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de 100 % des territoires engagés en 2025 dans une étude de faisabilité de déploiement de la tarification incitative et 15 % de la population francilienne (1,8 M d'habitants) couverts par la tarification incitative en 2025, et 30 % (3,6 M d'habitants) en 2031.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif zéro déchet et économie circulaire et sa mesure IV : 50 % des dépenses éligibles en investissement, ce qui correspond au taux maximum du règlement d'intervention.

Localisation géographique :

- CA PAYS DE MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	16 050,00	100,00%
Total	16 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	8 025,00	50,00%
ADEME (prévisionnel)	4 815,00	30,00%
Fonds propres	3 210,00	20,00%
Total	16 050,00	100,00%

DOSSIER N° EX073496 - Premières actions pour un campus zéro déchet et circulaire à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines (78)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-204181-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	249 876,76 € HT	36,09 %	90 180,00 €
Montant total de la subvention			90 180,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Adresse administrative : 55 AV DE PARIS
78035 VERSAILLES

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Monsieur Alain BUI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2023 - 2 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux démarrent au premier jour des vacances étudiantes pour minimiser l'impact des nuisances auprès des étudiants de l'université

Description :

L'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines est implantée dans cinq campus, et accueille près de 20 000 étudiants, professeurs et personnels administratifs. Celle-ci s'engage aujourd'hui dans une démarche de transition écologique, et lance notamment pour cela une démarche de prévention des déchets et la construction d'un « tiers-lieu » étudiant en partie dédié à la sensibilisation à l'économie circulaire.

Actuellement, la collecte des déchets est gérée différemment par chacun des campus. Afin d'assurer un meilleur tri et une réduction de la production de déchets, l'Université sollicite la Maison du Zéro Déchet pour une prestation d'accompagnement afin de réaliser un diagnostic pour quantifier et qualifier ses flux de déchets sur l'ensemble des campus, devant lui permettre :

- d'identifier les sources de gaspillage pour mettre en place un plan d'action pour la prévention et la réduction des déchets, notamment par une mobilisation de l'ensemble des services ;
- de déployer, généraliser et harmoniser le tri sélectif et le tri à la source des biodéchets (par l'association Les Alchimistes) ;
- de sensibiliser et mobiliser les étudiants et le personnel, via un plan de communication renforcé, des formations et des animations.

L'Université estime que ce projet devrait permettre de mieux collecter et d'éviter plus de 10 tonnes de déchet par an.

En parallèle, l'Université va profiter de la rénovation de l'espace vie étudiante, le « tiers-lieu », du campus de Versailles (3000 étudiants) pour mobiliser cet espace comme lieu de formation et de sensibilisation au tri et à l'économie circulaire (conférences, animation d'ateliers de sensibilisation comme des repair cafés, ou formations de maitres-composteurs étudiants). Cet espace sera aménagé de manière circulaire, avec des matériaux recyclés. La collecte de tri à la source des biodéchets y sera proposée.

La Région apporte son soutien financier :

- à la prévention des déchets et à la généralisation du tri sur l'ensemble des campus de l'Université : étude de faisabilité et acquisition du matériel nécessaire au tri des déchets ;
- aux surcoûts liés à l'aménagement circulaire du « tiers-lieu » dédié au développement durable et à l'économie circulaire.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de réduction de 10 % des quantités de Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) d'ici à 2025, d'amélioration des performances de collecte sélective des emballages ménagers et assimilés, et de déploiement des dispositifs de collecte et de tri à la source des gisements de déchets organiques et biodéchets

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif IV : Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique.

35 % des dépenses éligibles pour les investissements et 50 % des dépenses éligibles pour l'étude de faisabilité.

Localisation géographique :

- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de faisabilité	18 300,00	7,32%
Matériels (dispositif de tri)	54 455,76	21,79%
Aménagements en bois de réemploi	59 040,00	23,63%
Aménagements faux plafond avec fibre minérale recyclée	45 000,00	18,01%
Reconditionnement du mobilier actuel	73 081,00	29,25%
Total	249 876,76	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	90 180,00	36,09%
Fonds propres	159 696,76	63,91%
Total	249 876,76	100,00%

DOSSIER N° EX069987 - Préfiguration d'une filière francilienne de collecte pour réemploi et recyclage de structures d'exposition (93)
Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	328 500,00 € HT	22,83 %	75 000,00 €
Montant total de la subvention			75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NUANCES IMPRESSION

 Adresse administrative : 24 RUE SAINT JUST
93130 NOISY LE SEC

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur GUILLAUME TRIAS, Président directeur général

PRESENTATION DU PROJET
Dates prévisionnelles : 6 juillet 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le secteur des supports de communication génère aujourd'hui une quantité colossale de supports d'impression numérique (kakemonos, stands parapluie, etc.) qui sont la plupart du temps jetés après usage (soit environ 3 300 tonnes de déchets à l'échelle française, avec 70% des acheteurs en communication visuelle imprimée situés en Île-de-France) alors qu'ils sont pourtant potentiellement recyclables (car principalement composés de PVC et d'aluminium) ou réemployables.

Dans une logique d'engagement RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) et de réduction de leur empreinte carbone, les entreprises et les marques consommatrices de ces produits témoignent de plus en plus de leur volonté d'intégrer une démarche de valorisation de leurs structures d'exposition usagées. Ainsi une réflexion de R&D a été initiée au sein d'une commission de l'union nationale de l'imprimerie, et l'entreprise Nuances Impression souhaite

- créer une filière de l'impression numérique responsable en mettant en place une dynamique de collecte, de réemploi et de recyclage de structures d'expositions ;
- mettre en place un programme de recherche appliquée concernant la valorisation et le réemploi de supports d'exposition ou de communication obsolètes produits par le secteur de l'imprimerie ainsi que l'éco-conception de ses produits.

Pour ce faire, le projet repose sur le développement d'un logiciel ad hoc, qui permettra la saisie et le suivi des demandes de collecte par les clients et la traçabilité des produits reconditionnés.

Une fois les supports collectés (par vélo-remorque dans les locaux des clients ou via la mise à disposition de contenants lors des salons professionnels), la phase de tri, dissociation des éléments et reconditionnement sera assurée par des sous-traitants de type ESAT (établissements ou services d'aide par le travail), EA (Entreprises Adaptées) ou chantiers d'insertion, en partenariat avec INSERECO 93.

Les structures de type « roll-up » (support de kakemono) en suffisamment bon état seront nettoyées voire réparées pour être remises dans le circuit de production avec des bâches actualisées.

Concernant les supports en PVC, un travail expérimental de valorisation est en cours avec plusieurs partenaires franciliens, dont :

- la société SAS Minimum, spécialisée en transformation de matières plastiques, pour valoriser les bâches PVC via de l'injection de la matière dans de nouveaux produits :
- la société BILUM, spécialisée en transformation de matière bâche en produit de maroquinerie.

Le dispositif à son démarrage pourrait représenter une collecte d'environ 130 000 unités de supports imprimés par an soit approximativement 500 tonnes de déchets brut réemployés ou recyclés, avec par la suite une progression importante des tonnages.

Le portage est assuré par Nuances Impression sur recommandation de la BPI.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation des études de faisabilité préalables aux investissements, à l'acquisition des matériels et équipements nécessaires au projet, au développement du logiciel indispensable pour la traçabilité de la collecte et du reconditionnement, ainsi qu'aux prestations d'ingénierie.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) de mobiliser l'ensemble des acteurs pour réduire les déchets de la Région et d'atteindre un taux de valorisation matière d'au moins 65 % des Déchets d'Activités Economiques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif II - Développer le réemploi, la réutilisation et la réparation :

50 % des études de faisabilité préalables aux investissements

35 % des autres dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- NOISY-LE-SEC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Études de faisabilité et prestation d'ingénierie	114 000,00	34,70%
Logiciel de traçabilité de la collecte et du reconditionnement	95 000,00	28,92%
Matériels et équipements	119 500,00	36,38%
Total	328 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	75 000,00	22,83%
BPI	49 199,00	14,98%
Autre financement privé	14 760,00	4,49%
Fonds propres	189 541,00	57,70%
Total	328 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX073105 - Création d'un site de recyclage innovant de récupération des GES de déchets d'équipements électriques et d'isolants hors d'usages à Bonneuil sur Seine (94)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	7 750 000,00 € TTC	3,87 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REVIVAL

Adresse administrative : ZP DE BONNEUIL
94380 BONNEUIL SUR MARNE

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur OLIVIER HERBAUT, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2023 - 1 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux de génie civil devront démarrer en octobre 2023, et le montage de la ligne de recyclage en avril 2024. Toutefois, au vu des délais importants d'approvisionnement, la commande de la technologie doit se faire un an auparavant, soit courant mars 2023.

Description :

REVIVAL est une filiale du groupe Derichebourg Environnement spécialisée dans la collecte et le recyclage des métaux ferreux et non-ferreux, des véhicules hors d'usage (VHU) et des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), ainsi que la gestion des déchets non dangereux des entreprises.

REVIVAL porte un projet de recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) sur son site de Bonneuil-sur-Marne (94). Ce projet vise à construire une nouvelle unité qui sera dédiée au recyclage des ballons d'eau chaude (chauffe-eau) et aux gros équipements professionnels de réfrigération. Le procédé permettra également de gérer les panneaux isolants issus du secteur du bâtiment, dont la collecte va augmenter avec la mise en place de la nouvelle filière REP sur les produits et matériaux de construction du bâtiment (PMCB).

D'une capacité de production annuelle de 25 000 tonnes, cette unité s'inscrit dans le cadre d'un appel à projets de l'éco-organisme Ecosystem pour lequel la société a été retenue. Le projet vise à récupérer les gaz à effet de serre présents dans les mousses isolantes, ainsi qu'à proposer de nouvelles capacités de recyclage pour les gros équipements professionnels de réfrigération et les panneaux isolants issus du bâtiment.

Les ballons d'eau chaude contenant des gaz à effet de serre dans les mousses d'isolation, actuellement gérés par la filière sans réaliser les opérations de dépollution nécessaires, faute d'installation existante en capacité de le faire. Au niveau national, le gisement est actuellement traité dans des unités de recyclage non confinées. Environ 79 % du gisement de ballon d'eau chaude traité par cette nouvelle installation proviendra d'Île-de-France.

D'une capacité de production annuelle de 25 000 tonnes, la nouvelle installation permettra de produire près de 20 000 tonnes de métaux recyclés.

Les gros équipements professionnels de réfrigération contenant de gaz à effet de serre seront également traités sur ce futur site. En effet, la réglementation environnementale applicable aux meubles froids de la distribution, accélère leur renouvellement. Les installations de traitement des DEEE existantes, capables de recycler les réfrigérateurs ménagers (GEM Froid), ne permettront pas d'absorber ces gisements en forte hausse les années à venir.

En complément, l'unité pourra traiter les panneaux isolants issus du secteur du bâtiment, dont la collecte va augmenter avec la mise en place de la filière REP sur les produits et matériaux de construction du bâtiment (PMCB). Ces panneaux isolants contiennent également des gaz à effet de serre.

Un accueil des artisans et des professionnels est prévu sur le site.

La nouvelle installation permettra de créer 25 emplois locaux, non délocalisables, dont une partie sera issue de l'économie sociale et solidaire.

La Région Île-de-France apporte son soutien financier aux travaux d'aménagement du site et plus particulièrement aux équipements industriels de séparation des matières, de ventilation et de dépollution.

Ce projet s'inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire et contribue à l'atteinte de l'objectif régional de 60 % de valorisation matière des DNDNI (déchets non dangereux non inertes) en 2025 et de 65 % en 2031 inscrit au PRPGD (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

- Au titre du dispositif IV - Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 35 % des dépenses éligibles en investissement.

Le montant total des dépenses présentées par le porteur de projet est de 14 570 000 € dont 6 820 000 € de travaux et génie civil qui n'ont pas été retenues dans l'assiette éligible.

Localisation géographique :

- BONNEUIL-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement matériel	7 750 000,00	100,00%
Total	7 750 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	300 000,00	3,87%
Fonds propres	7 450 000,00	96,13%
Total	7 750 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

DOSSIER N° EX073357 - Optimisation des circuits de collecte des déchets : acquisition et installation de sondes sur les points d'apport volontaire (94)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2041511-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	144 275,00 € HT	35,00 %	50 496,00 €
Montant total de la subvention			50 496,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS EST MARNE ET BOIS

Adresse administrative : 14 RUE LOUIS TALAMONI
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE

Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple

Représentant : Monsieur OLIVIER CAPITANIO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 février 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu des délais d'approvisionnement et du planning prévisionnel à tenir, il est urgent de démarrer le déploiement des sondes sur le territoire.

Description :

Paris Est Marne et Bois est un établissement public territorial (EPT) de 516 155 habitants, situé dans le Val-de-Marne (94), exerçant la collecte des déchets. La compétence traitement est exercée par le SYCTOM pour 6 communes et par le SMITDUVM pour les 7 autres communes membres.

L'Établissement Public Territorial Paris Est Marne & Bois assure la collecte ainsi que les maintenances préventives et curatives de l'ensemble des points d'apport volontaire (PAV) d'ordures ménagères (137 PAV), d'emballages recyclables (162 PAV) et d'emballages en verre (273 PAV), pour l'ensemble des 13 communes adhérentes, soit un parc de 571 PAV en 2023.

Afin d'avoir une meilleure maîtrise de son parc, Paris Est Marne & Bois souhaite équiper la totalité de ses PAV de sondes permettant la remontée d'informations sur le taux de remplissage et se doter d'un logiciel permettant la création de tournées optimisées par rapport à ces taux et un meilleur suivi de la maintenance.

L'installation de sondes sur chaque point d'apport volontaire aérien, enterré ou semi-enterré permettra de réduire le nombre de kilomètres parcourus sur une tournée en identifiant en amont les points à collecter les plus proches les uns des autres. En réduisant la distance parcourue, l'émission de CO² et d'autres particules polluantes issues de la combustion de carburant diminueront de fait, participant à l'amélioration de la qualité de l'air. La remontée d'informations sur le taux de remplissage des points d'apport volontaire permettra d'adapter la fréquence de collecte aux besoins et d'ajuster le maillage de ces dispositifs (déplacement de points, retrait ou ajout de points). Le suivi à distance permettra aux services de gagner en réactivité en cas de saturation d'un point.

En outre, le suivi de la maintenance curative par point d'apport volontaire (enregistrement des coûts et actions menées, anticipation et calibrage du renouvellement du parc etc.), l'installation de sondes permettra également d'améliorer l'organisation des campagnes de lavage et de maintenance préventive se déroulant une à deux fois par an selon le flux.

La Région Île-de-France apporte son soutien financier à l'acquisition et l'installation des sondes, à l'acquisition de la licence du logiciel de suivi et aux coûts d'ingénierie internes et externes nécessaires à la mise en place de ces sondes.

Ce projet contribue à l'atteinte de l'objectif régional d'atteinte d'un taux de valorisation matière et organique des DMA de 48 % en 2025 et 52 % en 2031 par rapport à 2015 inscrit au PRPGD (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif IV : relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 35 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- PARISESTMARNE&BOIS (EPT10)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition et installation des sondes	126 000,00	87,33%
Acquisition licence logiciel de suivi des sondes	18 275,00	12,67%
Total	144 275,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	50 496,00	35,00%
Fonds propres	93 779,00	65,00%
Total	144 275,00	100,00%

DOSSIER N° 23005161 - Animation régionale « Economie circulaire pour l'aménagement et la construction » en Île-de-France – 2023-2024

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (fonctionnement) (n° 00000356)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 937-7211-65748-572002-1700

Action : 572002022- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (fonctionnement)	105 750,00 € TTC	28,37 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EKOPOLIS
Adresse administrative : 155 AVENUE JEAN LOLIVE
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Véronique PAPPE, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2023 - 6 juillet 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Ekopolis est un pôle de ressource francilien pour l'aménagement et la construction durable, qui anime un réseau d'acteurs du bâtiment (architectes, bureaux d'étude, maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre...).

Ekopolis a inscrit depuis deux ans la thématique de l'économie dans ses priorités en développant avec le soutien de l'ADEME, de la Région, de la DRIEAT et de la Métropole du Grand Paris un programme d'animation et d'accompagnement des acteurs franciliens de ce secteur.

Les 2 premières années ont permis notamment :

- d'apporter aux acteurs des ressources technique et une veille sur les outils, ressources retours d'expériences de façon à les mettre à disposition, financement sous la forme de dossiers, newsletters ;
- de produire et mettre en ligne de 4 dossiers thématiques sur l'économie circulaire ;
- de réaliser et mettre en ligne des témoignages d'acteurs et 4 ateliers ;
- d'organiser 5 visites : opérations remarquables et plateformes de recyclage des déchets du BTP ;
- de créer et mettre en œuvre une formation (4 sessions d'environ 12 participants) ;
- d'organiser le 13/09/22 une journée régionale construction circulaire au siège de la Région ;
- la création et la diffusion d'une plaquette « L'économie circulaire dans le secteur du BTP » ;
- de mettre en valeur des opérations exemplaires lors de cinq masterclass spécialisées.

Pour la troisième année, Ekopolis souhaite, avec ses partenaires (Région, ADEME, Métropole du Grand Paris) :

- poursuivre les actions engagées notamment la production et la diffusion de contenus communicants ;
- organiser une journée régionale autour de la construction circulaire et un événement dédié aux bailleurs sociaux ;
- produire et diffuser des dossiers thématiques sur l'économie circulaire ;
- organiser un nouveau cycle de visites et d'événements (masterclass, petits-déjeuners) ;
- développer des formations et mettre en valeur des opérations exemplaires ;
- accompagner les opérations engagées en démarche Quartiers et Bâtiments Durables Franciliens.

La Région apporte son soutien financier à la 3ème année à ce programme d'animation régionale « Economie circulaire pour l'aménagement et la construction en Île-de-France », pour lequel une personne dédiée a été recrutée dès 2021.

Ce projet s'inscrit dans la Stratégie régionale d'économie circulaire qui prévoit de soutenir l'accompagnement de la maîtrise d'ouvrage dans ses changements de pratiques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre de la mesure VII « Accompagner les changements vers des modèles, pratiques et comportements zéro déchet et circulaires » : taux maximal 50 % des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Animation du réseau (Salaires)	85 000,00	80,38%
Frais généraux	12 750,00	12,06%
Frais de communication, organisation d'événements, accompagnement...	8 000,00	7,57%
Total	105 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	30 000,00	28,37%
ADEME	35 000,00	33,10%
DRIEAT	10 000,00	9,46%
Métropole du Grand Paris	10 000,00	9,46%
Fonds propres	20 750,00	19,62%
Total	105 750,00	100,00%

DOSSIER N° 23005151 - Déploiement de 4 démarches territoriales pour développer une filière innovante de valorisation des terres excavées (94)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (fonctionnement) (n° 00000356)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 937-7211-65748-572002-1700

Action : 572002022- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (fonctionnement)	100 000,00 € TTC	25,00 %	25 000,00 €
Montant total de la subvention			25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLUSTER EAU MILIEUX SOLS
Adresse administrative : 2 AVENUE JEAN JAURES
94600 CHOISY LE ROI
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel LEPRETRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2023 - 5 octobre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le Cluster Eaux-Milieus-Sols est une association créée en 2015 qui regroupe 120 acteurs (collectivités, centres de recherche, entreprises...) et qui a pour objectif d'animer des filières économiques innovantes dans les domaines de la gestion de l'eau, des milieux et des sols urbains.

Le Cluster EMS souhaite poursuivre ses actions pour permettre de mieux valoriser les déchets issus des terres excavées pour générer de nouveaux matériaux, notamment pour la reconstruction de sols urbains de qualité et fonctionnels. Elles s'organisent autour de 3 objectifs :

- développer pour les acteurs publics des méthodes et des outils de gestion et de gouvernance des sols ;
- favoriser la mise en place de nouvelles filières de valorisation ;
- encourager les innovations de traitement in-situ de sols pollués et requalification des sols.

Depuis avril 2022, le Cluster a réalisé sur un territoire pilote, le Grand Orly Seine Bièvre (EPT GOSB), une première phase d'expérimentation qui a permis :

- d'organiser de 3 groupes de travail et 5 ateliers, un forum ;
- de mettre en place d'une méthode de cartographie des acteurs, des sites « accepteurs » et de leurs besoins, des sites « fournisseurs », des infrastructures existantes avec une expérimentation à l'échelle d'un territoire et application à la ZAC des Navigateurs de Choisy le Roi ;
- de réaliser un référentiel de compétences et d'innovations, répertoriant 90 organisations expertes, 130 accompagnements (mises en relations, diagnostics besoins, avis sur projets de développement...) ;
- d'élaborer des clauses économie circulaire des terres excavées au sein des différents documents de planification : expérimentation sur la ZAC à l'Hay-les-Roses ;
- de concevoir et tester un module de formation pour les collectivités et aménageurs ;
- d'identifier, lancer et suivre des expérimentations : Villeneuve Saint Georges, Hay-les-Roses, Cachan et Orly.

Compte tenu de l'intérêt opérationnel de cette démarche territoriale, le Cluster souhaite déployer cette dynamique :

- consolider et poursuivre les travaux avec l'EPT GOSB pour produire de nouveaux outils adaptés aux besoins des aménageurs et des maîtres d'ouvrages du territoire ;
- déployer la démarche mise en place avec le GOSB sur 3 autres territoires franciliens ;
- accompagner la mise en place de clauses d'économie circulaire des terres excavées au sein des différents documents de planification ou d'encadrement (CCTP, PCAET, PLUI) ;
- animer la filière sol francilienne par l'organisation d'un forum régional, l'organisation de 3 ateliers Agir pour les terres, participation au séminaire intersol qui aura lieu en 2023 en Île-de-France ;
- sensibiliser les collectivités et les aménageurs par l'organisation d'ateliers dédiés et de sessions de formation sur sols d'une demi-journée couplée à l'animation de la fresque sols de l'ANFES ;
- appuyer la Région dans l'organisation du comité de coordination régional des déblais du PRPGD.

La Région apporte son soutien à la mise en œuvre de 4 démarches territoriales pour développer une filière innovante de valorisation des terres excavées : frais de personnel et généraux, prestations d'ingénierie.

Le projet permet de contribuer aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de valoriser de 80 % des déblais à l'horizon 2025.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre de la mesure VII : Accompagner les changements vers des modèles, pratiques et comportements « zéro déchet » et « circulaires » : aide de 50 % des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (15 mois)	86 790,00	86,79%
Prestations, formation et fresque	7 000,00	7,00%
Frais généraux de fonctionnement	6 210,00	6,21%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	25 000,00	25,00%
ADEME Île-de-France	25 000,00	25,00%
Collectivités partenaires	30 000,00	30,00%
Fonds propres	20 000,00	20,00%
Total	100 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23005159 - Réseau compost citoyen d'Ile-de-France – programme d'actions 2023**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (fonctionnement) (n° 00000356)**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021**Imputation budgétaire** : 937-7211-65748-572002-1700

Action : 572002022- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (fonctionnement)	112 000,00 € TTC	22,32 %	25 000,00 €
Montant total de la subvention			25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU COMPOST CITOYEN ILE-DE-FRANCE

Adresse administrative : 32 BOULEVARD DU PORT
95000 CERGY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Alan LE JELOUX, Président

PRESENTATION DU PROJET**Dates prévisionnelles** : 6 juillet 2023 - 6 juillet 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le Réseau Compost Citoyen Île-de-France (RCC IDF) créé en septembre 2021 est une association qui a pour mission de faciliter les échanges et développer la prévention et la gestion de proximité des biodéchets dite « PG Prox » c'est-à-dire les dispositifs de compostage individuel ou collectif de quartier, dans des établissements, en pied d'immeuble. La première phase (2021-2022) a consisté à définir les besoins du futur réseau afin de le préfigurer et le créer. Le RCC IDF souhaite à présent mener la phase de déploiement de son action sur la base d'un programme sur 3 ans (2023-2026) de façon à contribuer à l'atteinte des objectifs du plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale de l'Économie Circulaire (SREC).

Ce programme d'actions est composé de 3 axes, l'axe 2 est prioritaire car centré sur l'animation et l'accompagnement des acteurs et territoires franciliens :

- Axe 1 - Assurer un suivi de la PG-Prox en Île-de-France : il est nécessaire de qualifier l'état d'avancement de la contribution de la PG prox à la généralisation du tri à la source des biodéchets. Dans cette perspective, le RCC IdF souhaite, à partir des résultats de l'enquête DMA réalisée par l'ORDIF, collecter auprès des territoires des données complémentaires pour établir pour chaque EPCI, et à l'échelle régionale, annuellement, un état des lieux de la PG-Prox et avoir ainsi un suivi quantitatif et qualitatif de ce dispositif (indicateurs, analyses, freins, leviers, besoins, actions) partagé avec les territoires, la Région et l'ADEME. L'objectif est la publication avec la Région, l'ADEME et l'ORDIF d'un état des lieux annuel de la PG prox et la réalisation d'une synthèse annuelle pour le rapport de suivi du PRPGD. Pour la première année, l'état des lieux de la PG prox sur la base des données 2022 sera établi au 1er semestre 2024.
- Axe 2 – Accompagner pour favoriser l'émergence et la qualité des opérations et former des acteurs des territoires : le RCC IdF souhaite développer son accompagnement des territoires, des sites et des opérateurs d'une part pour les territoires en retard, d'autre part pour les territoires leaders déjà engagés.

Pour la première année, les actions du RCC IdF seront :

- déployer la Démarche Qualité du RCC National au niveau régional - action de labellisation de sites vitrines : promotion de la Démarche Qualité, labellisation de 5 à 10 sites vitrines ;
- organiser des groupes de travail et des événements : participer à l'organisation du forum régional biodéchets 2023 en lien avec le Cluster Eau Milieu Sol (14/09/23), organiser et animer 4 groupes de travail thématiques, 3 rencontres techniques et des webinaires en fonction des besoins ;
- former : faire la promotion du dispositif de formations existant et établir du plan de formation pour l'année 2 en fonction des besoins identifiés grâce à l'état des lieux ;
- accompagner des réseaux guides-composteurs et référents de sites territoriaux : préparer une offre pour la création et la consolidation de ces réseaux et concevoir les outils d'appui et d'animation pour les diffuser les 2 années suivantes ;
- mobiliser les élus et décideurs : organiser et animer 2 visites pour les décideurs et publier 2 argumentaires "formation" et "mobilisation".

• Axe 3 – Communiquer pour appuyer le déploiement de la PG Prox en Île-de-France : Pour la première année, le RCC IDF souhaite relayer les informations de veille réglementaire et technique, animer des campagnes d'information et de sensibilisation auprès des citoyens et élus et établir le plan de communication et de diffusion (contenu, cible, charte graphique).

La Région apporte son soutien financier à la première année du programme pluriannuel d'animation et d'accompagnement de la gestion de proximité des biodéchets par le RCC IDF.

Ce projet contribue à l'atteinte des objectifs régionaux de déploiement de la pratique du compostage de proximité sur le territoire francilien du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre de la mesure VII : Accompagner les changements vers des modèles, pratiques et comportements « zéro déchet » et « circulaires » : aide de 50 % des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	51 300,00	45,80%
Prestations et petit matériel	60 700,00	54,20%
Total	112 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	25 000,00	22,32%
ADEME	64 600,00	57,68%
Fonds propres	22 400,00	20,00%
Total	112 000,00	100,00%

Annexe n°2 Fiches projets Fonds propreté

DOSSIER N° EX073155 - Fonds propreté : Projet territorial de prévention et de lutte contre les dépôts sauvages – Commune de Choisel (78)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)

Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016

Imputation budgétaire : 907-7222-2041411-172003-1700

Action : 17200301- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	2 340,00 € HT	80,00 %	1 872,00 €
Montant total de la subvention			1 872,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHOISEL
Adresse administrative : 1 ROUTE DE LA GRANGE AUX MOINES
78460 CHOISEL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alain SEIGNEUR, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2023 - 6 juillet 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Choisel est une commune de 586 habitants, située dans le département des Yvelines (78), confrontée aux dépôts sauvages, en particulier sur des chemins routiers, ruraux et forestiers. Tout type de déchets y sont déposés, en particulier des déchets du BTP et des déchets verts.

La commune a d'ores et déjà mis en place des actions préventives, en installant plusieurs barrières, notamment sur les chemins forestiers en partenariat avec le PNR de la Vallée de Chevreuse. Cependant, il n'est pas possible d'installer des barrières partout dans la mesure où elles ne doivent pas entraver l'accès aux terres agricoles. Par ailleurs, il est difficile d'identifier les auteurs des infractions.

Afin de lutter contre ces dépôts sauvages, la commune souhaite à présent développer des actions sur le plan répressif, en renforçant le dispositif de protection des accès aux chemins touchés par l'acquisition et la pose de trois pièges photographiques. Leur gestion sera effectuée par un agent communal et l'adjoint au maire chargé des travaux.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition des trois pièges photographiques.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de lutter contre les pratiques illicites et les dépôts sauvages de déchets.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif du Fonds propre : 80 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- CHOISEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pièges photographiques	2 340,00	100,00%
Total	2 340,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	1 872,00	80,00%
Fonds propres	468,00	20,00%
Total	2 340,00	100,00%

DOSSIER N° EX073098 - Travaux de nettoyage de la zone humide du chemin d'Ambreville – Villabé (91)

Dispositif : Fonds propreté (fonctionnement) (n° 00001130)

Délibération Cadre : CP2018-111 du 16/03/2018

Imputation budgétaire : 937-7222-657358-172003-1700

Action : 17200302- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds propreté (fonctionnement)	548 525,00 € HT	11,27 %	61 820,00 €
Montant total de la subvention			61 820,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SI D'AMENAGEMENT DE RIVIERES ET DU CYCLE DE L'EAU
Adresse administrative : 58 RUE FERNAND LAGUIDE
91100 CORBEIL ESSONNES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : SI D'AMENAGEMENT DE RIVIERES ET DU CYCLE DE L EAU

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Villabé mène un projet de restauration des fonctionnalités écologiques et de valorisation de la zone humide du chemin d'Ambreville dont elle est propriétaire. Le site est recensé en Espace Naturel Sensible (ENS). La commune de Villabé a confié le projet de restauration au Syndicat Intercommunal d'Aménagement, de Rivières et du Cycle de l'Eau (SIARCE).

Le site de 3,2 ha concerné par la restauration a fait l'objet d'occupations anthropiques illicites depuis plusieurs années, entraînant des dépôts sauvages de déchets. Le retrait, le tri, l'évacuation, le traitement et la valorisation de ces déchets sont un préalable aux travaux de restauration.

La zone est entièrement sécurisée depuis décembre 2022 grâce à l'évacuation des occupants, à la destruction des constructions clandestines et au blocage des accès au site (barrières et plots en béton).

Le diagnostic quantitatif et qualitatif des déchets réalisé sur la zone a estimé la quantité de déchets à évacuer à 2 260 tonnes (bois, métaux, déchets du bâtiments, ...). Une partie des déchets sont dangereux pour la santé humaine (présence de plomb et d'amiante).

Les déchets seront triés sur site via une plateforme de tri isolée par une membrane pour éviter les pollutions des sols et exportés vers les centres de valorisation adaptés.

Le SIARCE a mobilisé différents acteurs du territoire en plus des partenaires financiers : la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud, l'Agence de l'eau Seine-Normandie, la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT), la Direction Départementale de l'Essonne, l'Office Français de la Biodiversité et le Conservatoire des Espaces Naturels Sensibles d'Île-de-France. Le SIARCE a également mandaté un coordonnateur de sécurité et de protection de la santé.

Le nettoyage des dépôts sauvages de la zone rend possible la restauration de la fonction de zone d'expansion de crue et des fonctionnalités écologiques de la zone ainsi que la valorisation de la zone humide et de sa valeur patrimoniale. Le SIARCE prévoit de mobiliser le dispositif régional pour la reconquête de la biodiversité pour cette partie du projet.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation des travaux de nettoyage du site : étude, travaux, mise en sécurité, nettoyage et évacuation des déchets.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de lutter contre les pratiques illicites et les dépôts sauvages de déchets.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Résorption pérenne de dépôts sauvages d'importance régionale : 50% des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- VILLABE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes, sécurisation des puits, mise en sécurité du chantier	34 000,00	6,20%
Zone chantier et plateforme de tri	290 600,00	52,98%
Désamiantage	50 300,00	9,17%
Evacuation des déchets	173 625,00	31,65%
Total	548 525,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	61 820,00	11,27%
Département de l'Essonne	274 262,00	50,00%
Métropole du Grand Paris	102 738,00	18,73%
Fonds propres	109 705,00	20,00%
Total	548 525,00	100,00%

Annexe n°3 Réaffectations

**DOSSIER N° 18012526 – REAFFECTATION DU SOLDE
EXTENSION DE L'ECO-CENTRE D'EGLY**

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-204181-572002-1700

Action : 572002012-' Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	2 000 000,00 € HT	17,50 %	350 000,00 €
Montant total de la subvention			350 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIREDOM SYND INNOVATION
RECYCLAGE ENERGIE PAR LES
DECHETS ORDURES MENAGERES
AGENCE SUD FRANCILIENNE

Adresse administrative : 63 RUE DU BOIS CHALAND
91090 LISSES

Statut Juridique : Syndicat Mixte

Représentant : Monsieur XAVIER DUGOIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019

Démarrage anticipé de projet : Non

Il s'agit de la réaffectation du solde de la subvention allouée par délibération n° CP2018-443 du 17 octobre 2018, dont la demande de versement n'a pas pu être traitée dans les délais ni mandatée avant la date de caducité.

Description :

Le SMCTVPE, syndicat issu de la fusion du SIREDOM et du SICTOM du Hurepoix, a maillé son territoire de 21 éco-centres (déchèteries) qui collectent 100 000 tonnes de déchets par an. Il souhaite renforcer les sites existants et en développer le maillage afin de collecter plus de 150 000 tonnes de déchets par an en assurant un temps d'accès à ces sites, pour tout ménage, d'environ 15 minutes.

L'agrandissement du site d'Egly a pour vocation de répondre aux besoins des communes de l'ex-SICTOM de l'Hurepoix qui a fusionné avec le SIREDOM au 1er janvier 2018 ainsi qu'aux habitants de la Communauté d'agglomération Cœur Essonne.

Son extension (6 071 m² supplémentaires soit une surface quasiment multipliée par 3) permettra notamment l'aménagement :

- d'équipements assurant la sécurité sur le site : zones de circulation dédiée poids lourds / véhicules légers, zone d'attente, zone de contrôle d'accès,
- de nouveaux points de collecte pour les huiles minérales et d'une zone de réemploi,
- de mise aux normes de raccordement aux réseaux,

- d'équipements pour le personnel : local gardien, vestiaires, place de stationnement, et sera associée à une zone pour les services de collecte des encombrants (garage des véhicules + déchèterie mobile).

Ce site a vocation à collecter plus de 7 000 tonnes de déchets par an dont tous les déchets encombrants et gravats, source de dépôts sauvages, les déchets valorisables tels que ferraille, déchets végétaux, cartons... et aussi les déchets toxiques (D3E, DDS, piles, huiles...). Il est ouvert aux 177 communes du SMCTVPE ainsi qu'aux entreprises artisanales commerciales et agricoles de 10 salariés maximum.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Ce projet s'inscrit dans le cadre du Contrat d'Objectif Territorial (mesure 6 de la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets en Ile-de-France, cf. délibération CR 105-11 du 17 novembre 2011) conclu entre le Conseil Régional Ile-de-France et le SIREDOM (délibération du SIREDOM du 8 juin 2016 / approbation lors de la Commission Permanente du Conseil Régional du 15 juin 2016), qui permet une bonification des taux et des plafonds d'aides de la Région de la mesure 3 : taux d'aides maximal de 35% des dépenses éligibles / aide régionale plafonnée à 350 000 €.

Localisation géographique :

- EGLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes préalables	20 000,00	1,00%
Missions de maîtrise d'œuvre	90 000,00	4,50%
SPS (sécurité et protection de la santé)	10 000,00	0,50%
Système pesée / vidéo	80 000,00	4,00%
Travaux	1 314 360,00	65,72%
Equipements	148 320,00	7,42%
Espaces verts	17 280,00	0,86%
Bâtiment	320 040,00	16,00%
Total	2 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 580 000,00	79,00%
Agence de l'eau Seine Normandie	70 000,00	3,50%
Région Ile-de-France	350 000,00	17,50%
Total	2 000 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 19007880 – REAFFECTATION DU SOLDE
SIAEP DE LA REGION DE MONTSOULT : LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES A PROXIMITE
DE L'USINE D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE**

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)

Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016

Imputation budgétaire : 907-7222-2041511-172003-1700

Action : 17200301-' Fonds propriété

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	35 600,00 € HT	40,00 %	14 240,00 €
Montant total de la subvention			14 240,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SI D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE
LA REGION DE MONTSOULT
Adresse administrative : 21 RUE DE LA MAIRIE
95560 MONTSOULT
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant : GILLES MENAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 18 septembre 2019 - 31 mars 2020

Démarrage anticipé de projet : Non

Il s'agit de la réaffectation du solde de la subvention allouée par délibération n° CP2019-387 du 18 septembre 2019, dont la demande de versement n'a pas pu être traitée dans les délais ni mandatée avant la date de caducité.

Description :

Le SIAEP de la région de Montsoulth souhaite équiper l'entrée des chemins ruraux des communes de Bouffémont et de Baillet-en-France en barrières, panneaux signalétiques et caméras fictives pour lutter contre les dépôts sauvages comme c'est déjà le cas sur la commune de Domont.

La protection des chemins ruraux à proximité de la station de traitement de l'eau potable située sur la commune de Baillet-en-France relève d'une démarche de sécurisation des ouvrages de production et distribution de l'eau destinée à la consommation humaine.

Les panneaux, barrières, et caméras seront intégrés de manière à :

- ne pas augmenter les surfaces imperméabilisées ;
- limiter les impacts du projet sur la biodiversité, la qualité de l'air, et sur le bruit ;
- ne pas empêcher la circulation des agriculteurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du fonds propre : 40 % des dépenses éligibles en investissement au regard de la participation du Département du Val d'Oise à hauteur de 40 % au montant total du projet.

Localisation géographique :

- BOUFFEMONT
- BAILLET-EN-FRANCE
- MONTSOULT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Barrières, matériel, panneaux de signalétique, animation	35 600,00	100,00%
Total	35 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	7 120,00	20,00%
Département du Val d'Oise	14 240,00	40,00%
Région Ile-de-France	14 240,00	40,00%
Total	35 600,00	100,00%